

Les Mauritaniens sont ambivalents face à la migration et à l'intégration régionale

Dépêche No. 979 d'Afrobarometer | Cheikh Saad Bouh Camara

Résumé

L'Afrique est un continent marqué par d'importants flux migratoires tant internes qu'externes, influencés par des facteurs économiques, politiques et climatiques. Environ 80% des migrations africaines se font à l'intérieur du continent (Organisation Internationale pour les Migrations, 2020). Ces déplacements trouvent leurs raisons dans des considérations économiques accusant un niveau de développement déficitaire ; la prolifération de conflits intercommunautaires, ethniques ou religieux ; ou encore les effets, de plus en plus alarmants, des changements climatiques (Organisation Internationale pour les Migrations, 2024).

Par ailleurs, l'Afrique reste un point de départ clé vers l'Europe et le Moyen-Orient, avec des nouvelles routes passant par la Tunisie, la Mauritanie et le Sénégal (Conseil de l'Union Européenne, 2025).

Dans ce contexte, la Mauritanie occupe une position stratégique en tant que pays de transit et de destination pour de nombreux migrants. Située à l'intersection de l'Afrique du Nord et de l'Afrique subsaharienne, elle accueille environ 75.000 migrants, principalement issus d'Afrique de l'Ouest et du Sahel (Organisation Internationale pour les Migrations, 2023).

Les immigrants représentent environ 9% de la population active en Mauritanie, contribuant à des secteurs clés comme l'agriculture, la pêche et le commerce informel (Banque Mondiale, 2023). Malgré leur apport économique, leur présence suscite des inquiétudes, notamment en milieu urbain, face à la concurrence en matière d'emploi et d'accès aux infrastructures et services sociaux. Il est à noter que cette migration revêt, de plus en plus, un aspect irrégulier conduisant, à termes, à un durcissement probable de la politique mauritanienne en la matière et à une hostilité croissante des populations hôtes.

En parallèle, l'émigration connaît une progression marquée en Mauritanie, où environ 10% de la population vit à l'étranger (Sidiya, 2020). Majoritairement régulière, cette émigration est alimentée par des facteurs économiques, notamment un taux de chômage des jeunes de 32% (Programme des Nations Unies pour le Développement, 2023). De plus, les envois de fonds de la diaspora représentaient 0,57% du produit intérieur brut en 2023 (TheGlobalEconomy.com, 2025).

Cette dépêche rend compte d'un module d'enquête spécial inclus dans le questionnaire Afrobarometer Round 10 pour explorer les expériences et les perceptions des Mauritaniens sur la migration et les échanges commerciaux.

Environ trois Mauritaniens sur 10 déclarent avoir envisagé d'émigrer pour s'installer durablement à l'étranger. Parmi eux, la recherche d'un emploi ou de meilleures opportunités économiques est le principal moteur de cette aspiration. Les destinations les plus convoitées sont l'Occident et d'autres pays africains.

Mais si l'émigration attire de nombreux citoyens, l'opinion publique mauritanienne demeure largement réticente à l'accueil d'étrangers. Près des deux tiers des répondants estiment que la présence des travailleurs étrangers nuit à l'économie nationale.

Cette réserve se manifeste également dans les attitudes vis-à-vis des immigrés au quotidien. Tandis que la majorité des citoyens se disent favorables ou indifférents à l'idée d'avoir pour voisins des réfugiés ou des immigrés/travailleurs étrangers, la plupart des citoyens rejettent l'idée que des étrangers puissent occuper des emplois peu prisés par les Mauritaniens, embaucher des nationaux ou encore épouser un membre de leur famille.

Ces réticences se prolongent dans les perceptions sur l'intégration régionale. Plus de six répondants sur 10 s'opposent à la libre circulation des personnes en Afrique de l'Ouest pour le commerce ou le travail. Une position qui contraste avec l'idéologie panafricaine portée par la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf), dont seulement une infime partie des citoyens mauritaniens déclarent avoir entendu parler.

En plus, la moitié des répondants souhaitent que leur gouvernement limite le commerce avec les autres pays afin de protéger les producteurs mauritaniens.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relativement à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 10 ont été lancées en janvier 2024. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer en Mauritanie, conduite par SISTA Consult, s'est entretenue avec 1.200 adultes mauritaniens en décembre 2024 et janvier 2025. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Une enquête a été précédemment réalisée en Mauritanie en 2022.

Résultats clés

- Environ trois Mauritaniens sur 10 (29%) disent avoir pensé quitter la Mauritanie pour aller vivre dans un autre pays de manière durable.
 - Parmi ceux qui ont pensé à émigrer, la grande majorité évoquent la recherche d'un emploi ou de meilleures opportunités économiques comme principal motif, et l'Amérique du Nord (32%), l'Europe (25%) et un autre pays en Afrique (25%) sont les destinations les plus convoitées.
- Près des deux tiers (65%) des citoyens mauritaniens estiment qu'il est nuisible pour l'économie nationale que des immigrants viennent vivre et travailler pendant plusieurs années dans leur pays.
- La majorité des Mauritaniens disent « aimer » ou être indifférents à l'idée d'avoir pour voisins des réfugiés (58%) ou des immigrés ou travailleurs étrangers (52%), mais s'opposent à ce que des immigrés occupent des emplois peu prisés par les Mauritaniens (60%), embauchent des citoyens mauritaniens (61%) ou épousent un membre de leur famille (68%).
- Plus de six Mauritaniens sur 10 (64%) pensent que les personnes vivant en Afrique de l'Ouest ne devraient pas pouvoir franchir librement les frontières internationales pour faire du commerce ou travailler dans d'autres pays.
- Seulement 4% des répondants déclarent avoir connaissance de la Zone de Libre-Echange Continental Africain (ZLECAf).

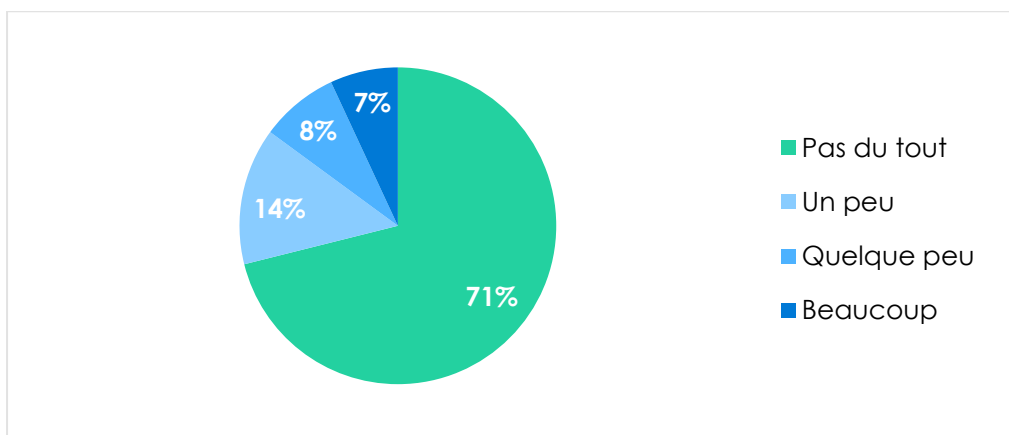
- La moitié (50%) des citoyens souhaitent que le gouvernement limite le commerce avec les autres pays afin de protéger les producteurs mauritaniens.

Projets de migration, destinations et motivations de départ

Environ trois citoyens mauritaniens sur 10 (29%) affirment avoir pensé « un peu » (14%), « quelque peu » (8%) ou « beaucoup » (7%) émigrer vers un autre pays pour y vivre. Par contre, sept sur 10 (71%) des répondants disent n'avoir « pas du tout » y pensé (Figure 1).

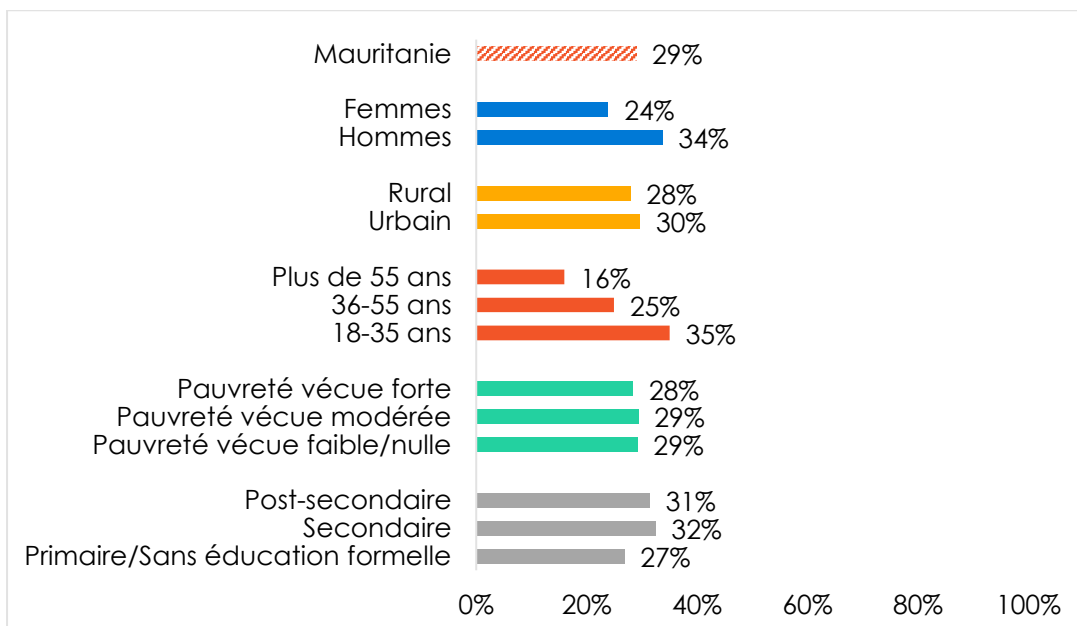
Avoir l'idée d'émigrer est plus commun parmi les 18-35 ans (35%), les hommes (34%) et les plus instruits (31%-32%) que parmi les aînés (16%-25%), les femmes (24%) et les moins/non instruits (27%) (Figure 2).

Figure 1 : Avoir pensé à émigrer | Mauritanie | 2025



Question posée aux répondants : A quel point, le cas échéant, avez-vous pensé émigrer vers un autre pays pour y vivre ?

Figure 2 : Ont pensé à émigrer | par groupe démographique | Mauritanie | 2025

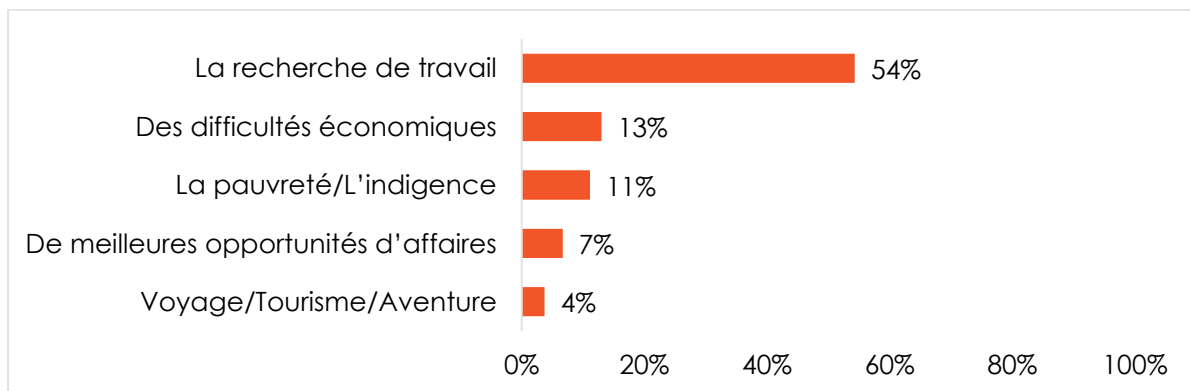


Question posée aux répondants : A quel point, le cas échéant, avez-vous pensé émigrer vers un autre pays pour y vivre ? (% qui disent « un peu », « quelque peu » ou « beaucoup »)

En réponse à la question sur les motivations de l'émigration, les Mauritaniens mettent largement en avant des raisons économiques. La majorité (54%) de ceux qui ont pensé à émigrer évoquent la recherche d'un travail comme principal facteur. Environ trois sur 10 citent d'autres motifs liés aux difficultés économiques : 13% souhaitent fuir les difficultés financières, 11% mentionnent la pauvreté, et 7% sont en quête de meilleures opportunités d'affaires (7%) (Figure 3).

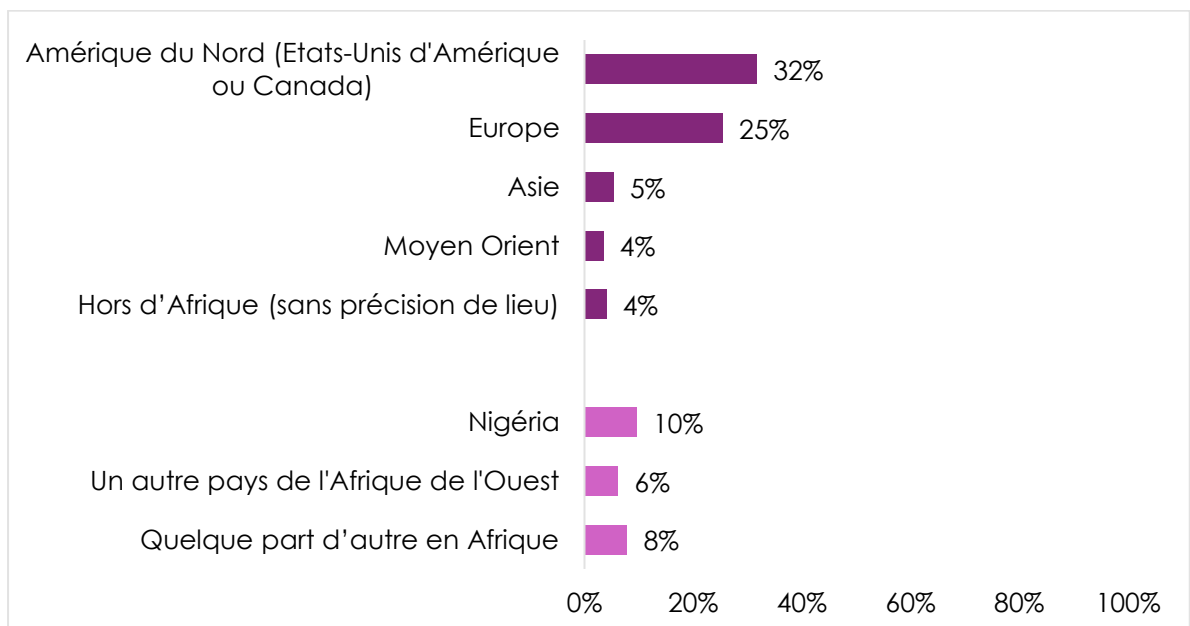
Parmi les destinations envisagées par les Mauritaniens ayant pensé à émigrer, deux régions hors du continent se détachent nettement du lot : l'Amérique du Nord (32%) et l'Europe (25%). Un quart de ces répondants souhaitent s'installer dans un autre pays africain, notamment au Nigéria (10%), dans un autre pays d'Afrique de l'Ouest (6%) ou ailleurs sur le continent africain (8%) (Figure 4).

Figure 3 : Raisons qui poussent à émigrer | Mauritanie | 2025



Question posée aux répondants qui disent avoir pensé à émigrer : Plusieurs raisons fondent les gens à quitter leur pays pour vivre ailleurs pour une durée relativement longue. Et vous ? Qu'est-ce qui pourrait le plus vous faire penser à quitter la Mauritanie ? (Les répondants qui n'ont pas pensé à émigrer sont exclus.)

Figure 4 : Destination la plus probable | Mauritanie | 2025



Question posée aux répondants qui disent avoir pensé à émigrer : Si vous deviez déménager dans un autre pays, quelle serait votre destination la plus probable ? (Les répondants qui n'ont pas pensé à émigrer sont exclus.)

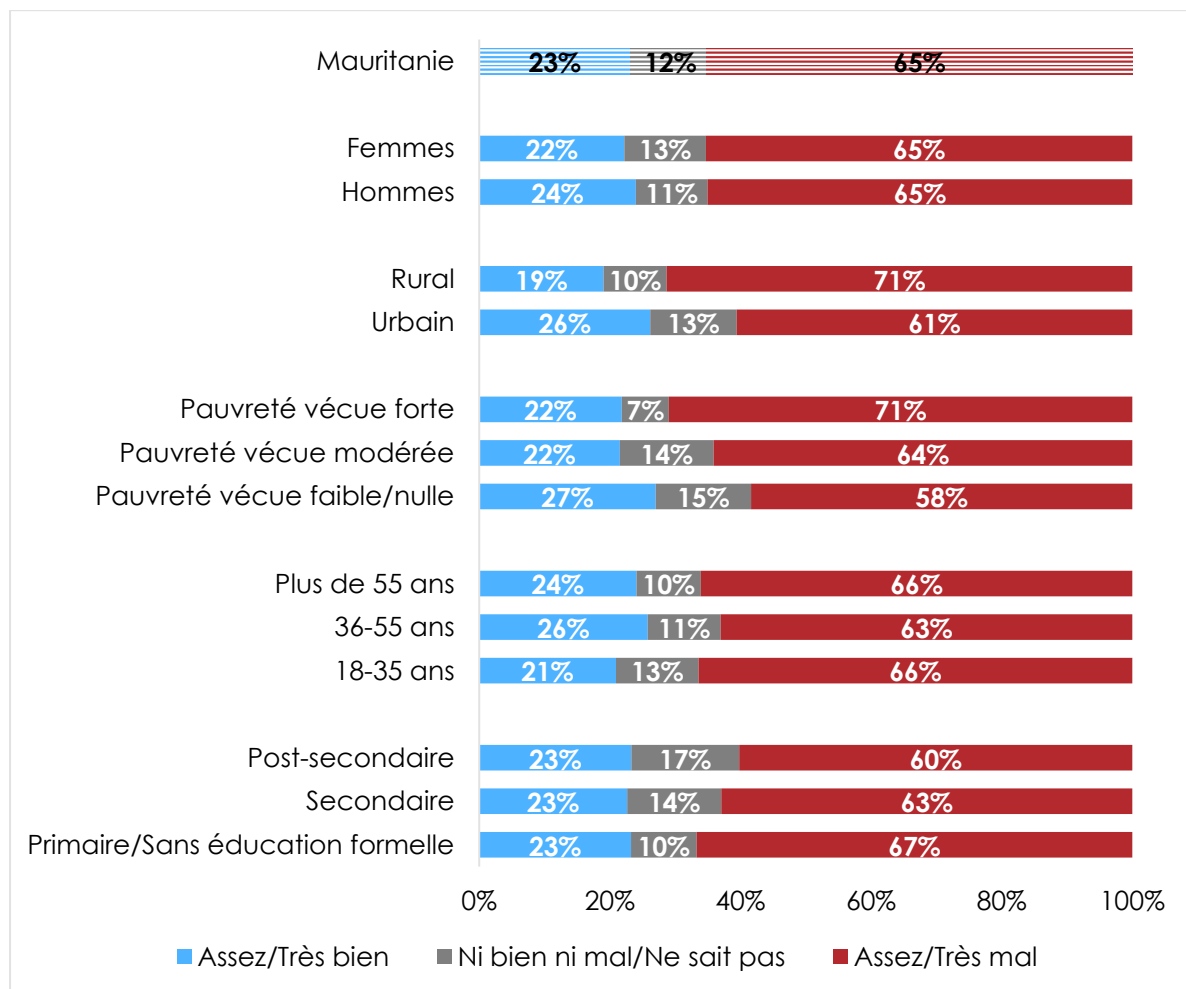
Impact économique des migrants et attitudes des citoyens

Au-delà des dynamiques de mobilité, il est essentiel d'examiner comment les citoyens perçoivent la présence des migrants et leur impact sur l'économie nationale.

Près de deux tiers (65%) des Mauritaniens estiment que l'impact économique des migrants étrangers sur leur pays est négatif, contre 23% qui disent que c'est positif (Figure 5).

Cette perception négative de l'impact économique des migrants est plus ressentie en milieu rural (71%), chez les pauvres (71%)¹ et chez les moins/non instruits (67%) qu'en milieu urbain (61%), chez les nantis (58%) et les plus instruits (60%).

Figure 5 : Impact des travailleurs étrangers sur l'économie nationale | par groupe démographique | Mauritanie | 2025



Question posée aux répondants : Diriez-vous qu'il est généralement mauvais ou bon pour l'économie de la Mauritanie que des personnes d'autres pays viennent ici pour vivre et travailler pendant plusieurs années ?

¹ L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Lekalake (2025) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

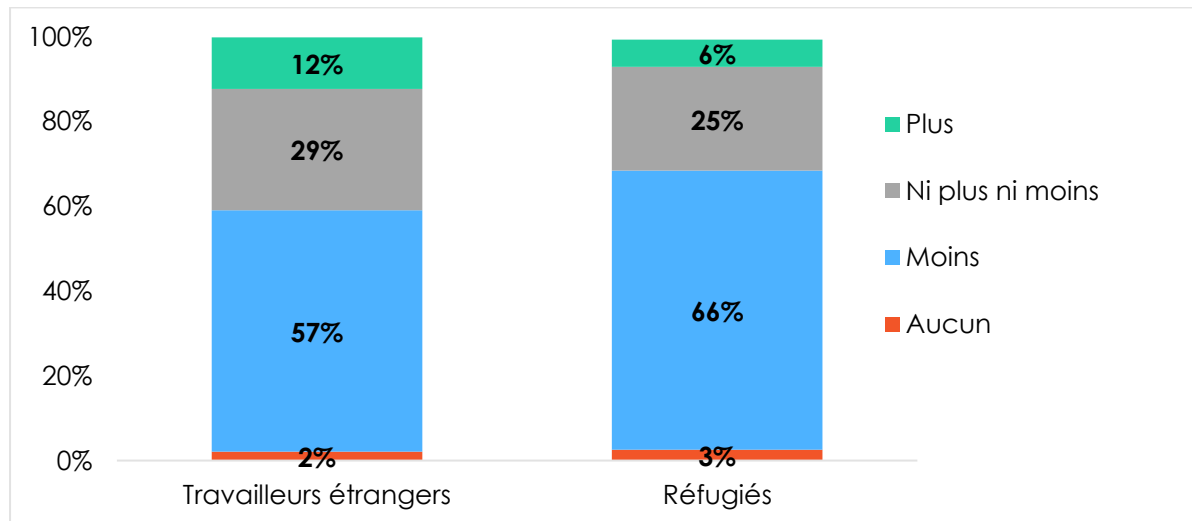
La majorité des Mauritaniens souhaitent une réduction, voire l'arrêt de l'arrivée de travailleurs étrangers (59%) et de réfugiés (69%) dans le pays (Figure 6). A l'inverse, seules de faibles proportions de citoyens souhaitent accueillir davantage de travailleurs étrangers (12%) et de réfugiés (6%).

Par ailleurs, une part non négligeable de la population adopte une position plus neutre : 29% des répondants déclarent ne souhaiter ni plus ni moins de travailleurs étrangers, tandis que 25% expriment la même opinion à l'égard des réfugiés.

Même si la plupart des Mauritaniens ne souhaitent pas une augmentation du nombre de travailleurs étrangers et de réfugiés dans leur pays, leurs attitudes à l'échelle du voisinage apparaissent plus nuancées : 58% « aimeraient quelque peu », « aimeraient tout à fait » ou seraient indifférents à la présence de réfugiés comme voisins, et 52% adoptent la même position à l'égard des travailleurs étrangers (Figure 7). Toutefois, beaucoup expriment une hostilité à l'égard de cette proximité. Près de la moitié (48%) se disent opposés à vivre à côté d'immigrés ou de travailleurs étrangers, et plus de quatre sur 10 (42%) à proximité de réfugiés.

Contrairement à une relative tolérance au voisinage, les Mauritaniens se montrent nettement plus réservés lorsqu'il s'agit de relations plus étroites avec les migrants. Une majorité de répondants déclarent qu'ils « n'aimeraient pas » voir un(e) migrant(e) occuper un emploi peu prisé par les Mauritaniens (60%), embaucher des citoyens mauritaniens (61%) ou épouser un membre de leur famille (68%) (Figure 8).

Figure 6 : Le pays devrait-il davantage autoriser de travailleurs étrangers et de réfugiés ? | Mauritanie | 2025



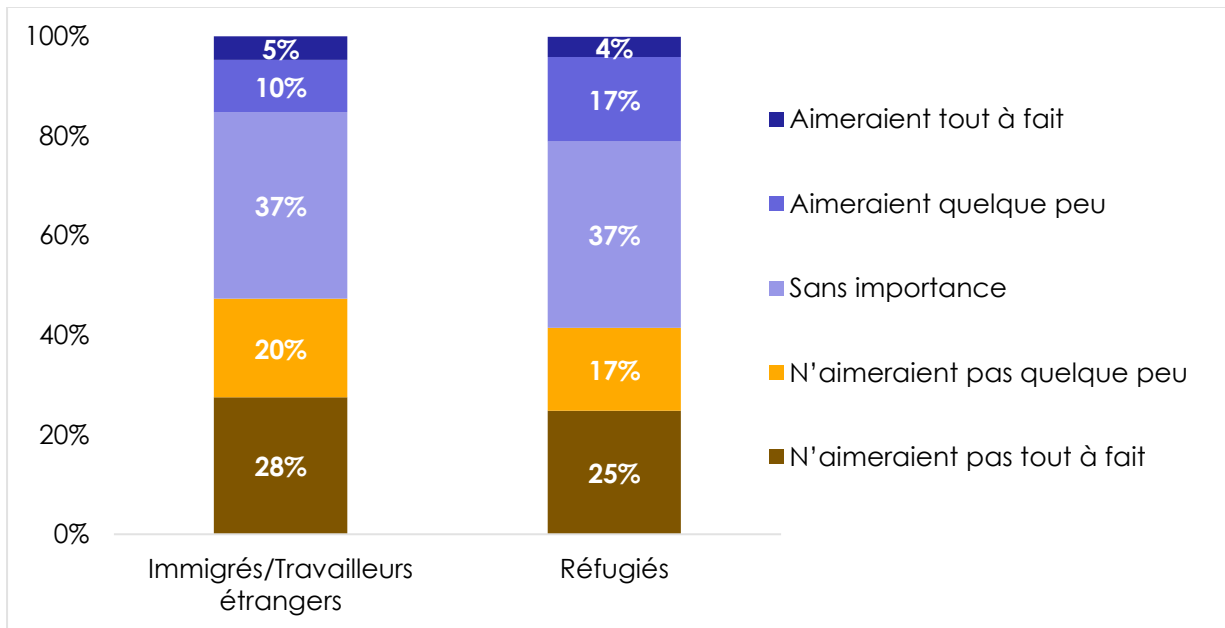
Questions posées aux répondants :

Pensez-vous que la Mauritanie devrait autoriser plus ou moins de demandeurs d'emploi d'autres pays à venir vivre et travailler dans ce pays ?

Pensez-vous que la Mauritanie devrait autoriser plus ou moins de réfugiés d'autres pays à venir vivre dans ce pays ?

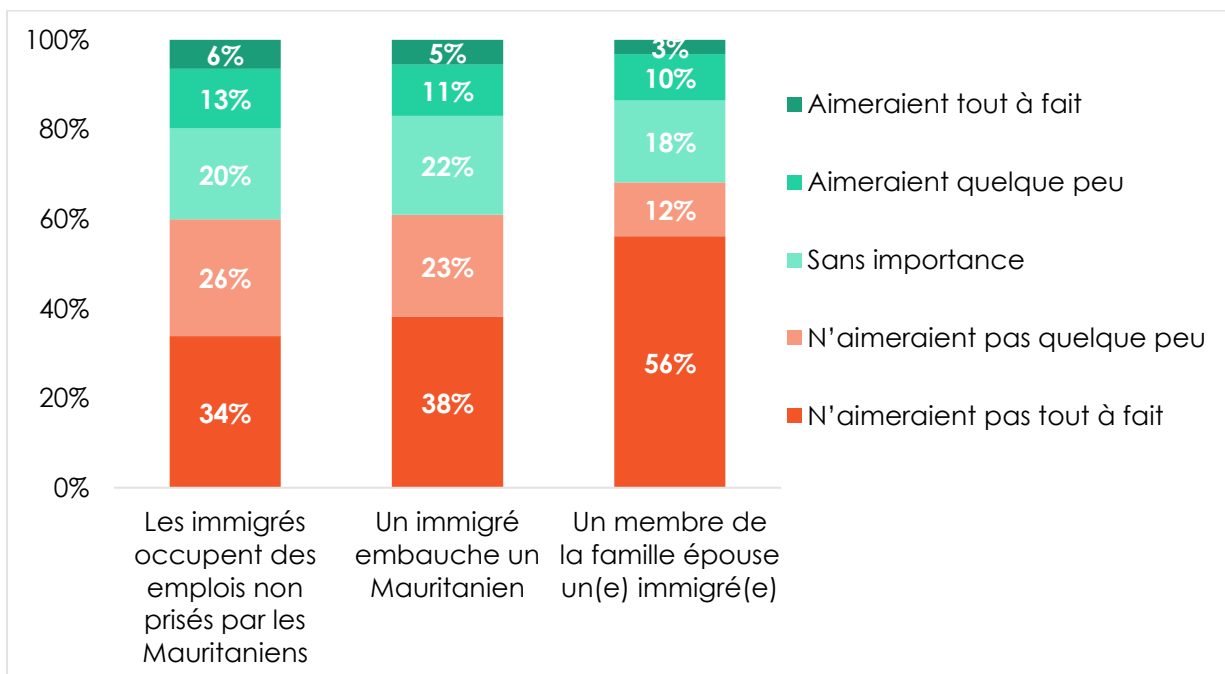
Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter
 notre outil d'analyse en ligne au
www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Figure 7 : Tolérance du voisinage avec les immigrés et réfugiés | Mauritanie | 2025



Questions posées aux répondants : Pour chacun des groupes de personnes suivants, veuillez indiquer si vous aimeriez ou n'aimeriez pas les avoir pour voisins, ou si cela est sans importance : Les immigrés ou les travailleurs étrangers ? Les réfugiés d'autres pays qui fuient la violence politique ou la persécution ?

Figure 8 : Attitudes envers les immigrés au travail, en entreprise et en famille | Mauritanie | 2025



Questions posées aux répondants : Pour chacune des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous aimeriez ou n'aimeriez pas, ou si cela est sans importance pour vous :

D'avoir plus d'immigrants qui voudraient faire des activités rémunératrices que les Mauritaniens n'aimeraient pas entreprendre.

D'avoir un immigré qui épouse un membre de votre famille.

D'avoir un immigré responsable d'entreprise qui emploie des Mauritaniens.

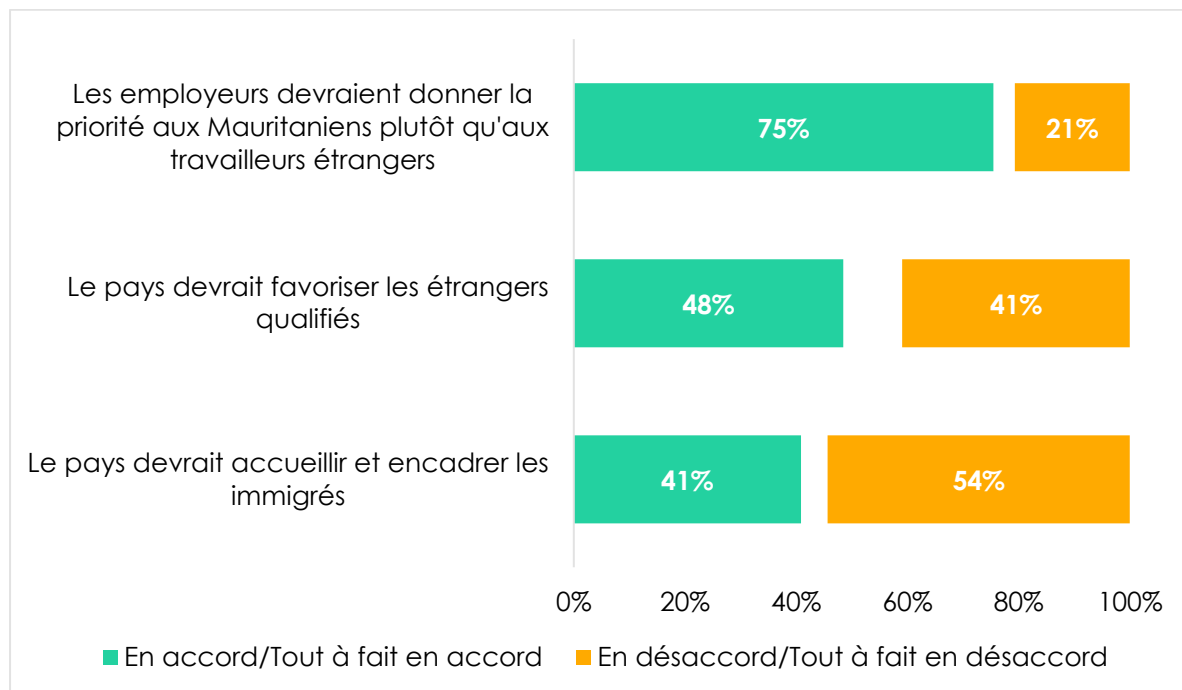
La perception des populations hôtes vis-à-vis de l'emploi/travail des migrants étrangers est centrée autour d'une large préférence à l'emploi des Mauritaniens plutôt que les étrangers et d'une faveur relative pour les migrants qualifiés.

Trois Mauritaniens sur quatre (75%) estiment que, lorsque les opportunités d'emplois se font rares, les nationaux devraient être prioritaires sur le marché du travail par rapport aux travailleurs étrangers (Figure 9).

Néanmoins, près de la moitié (48%) des répondants se montrent favorables à des politiques d'immigration qui favorisent les étrangers qualifiés, tandis que 41% y sont opposés.

En revanche, une majorité (54%) de Mauritaniens s'opposent à l'idée d'accueillir et d'encadrer des migrants étrangers pour répondre aux besoins en main-d'œuvre du pays, contre 41% qui y sont favorables.

Figure 9 : Perceptions sur les politiques migratoires | Mauritanie | 2025



Questions posées aux répondants : Veuillez me dire si vous êtes en accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes :

Lorsque les opportunités d'emploi sont rares, les employeurs devraient donner la priorité aux Mauritaniens plutôt qu'aux immigrants étrangers.

Pour aider à la croissance économique, les politiques d'immigration de la Mauritanie devraient favoriser les étrangers qualifiés.

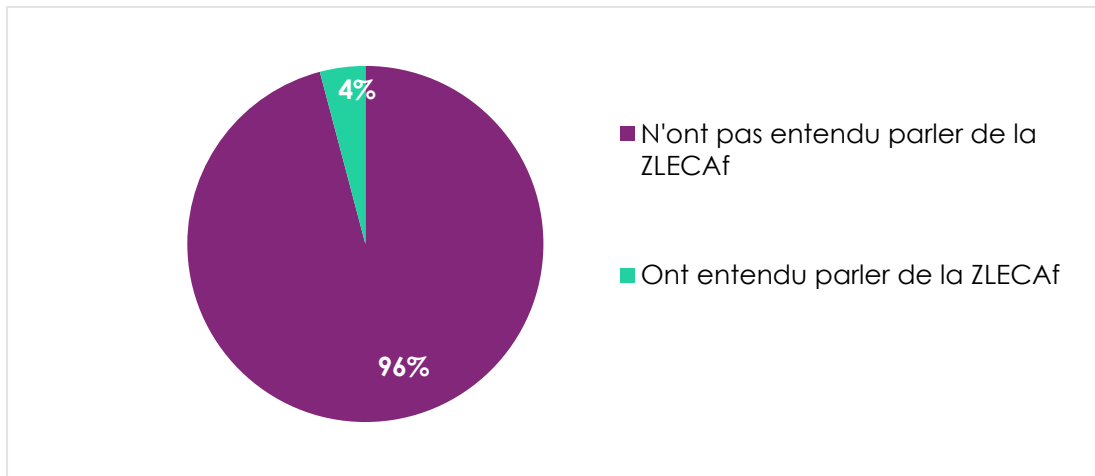
Compte tenu du rôle des migrants étrangers dans le comblement des besoins en main-d'œuvre en Mauritanie, le pays devrait les accueillir et les encadrer.

Liberté de commerce et de circulation

Ces perceptions contrastées sur la migration s'inscrivent dans un contexte plus large de coopération africaine. La Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf), en tant qu'initiative phare d'intégration économique de l'Union Africaine, constitue un levier potentiel, mais encore largement méconnu, en Mauritanie.

Seulement un sur 25 Mauritaniens, soit 4%, disent avoir connaissance de la ZLECAf, tandis que l'écrasante majorité (96%) des répondants n'en ont jamais entendu parler (Figure 10).

Figure 10 : Connaissance de la Zone de Libre-Echange Continental Africain (ZLECAf)
 | Mauritanie | 2025

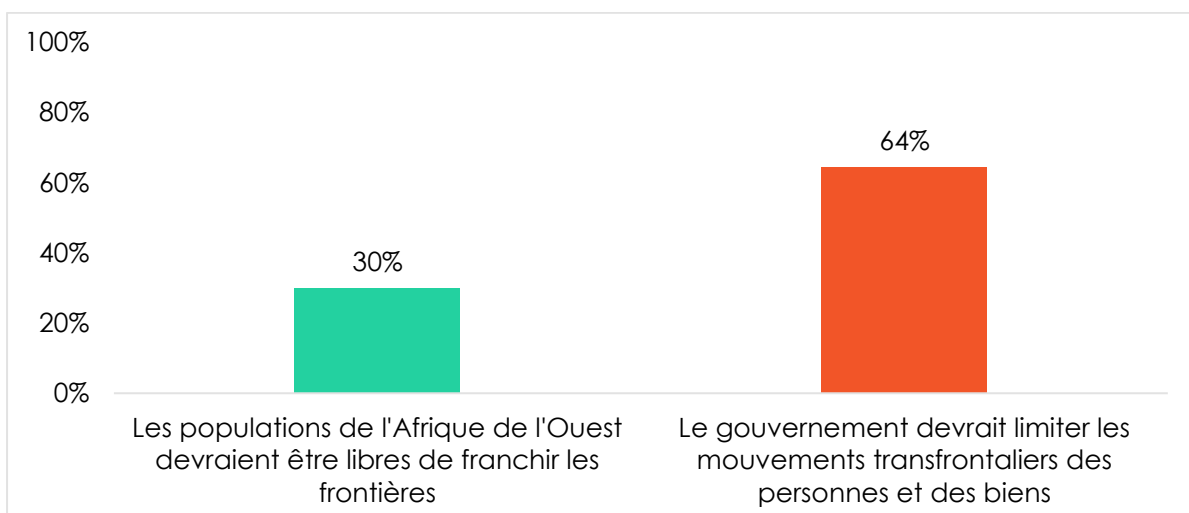


Question posée aux répondants : Avez-vous entendu parler de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine également connue sous le nom ZLECAf ?

Si l'idéal de libre circulation est soutenu par une minorité, la réalité sur le terrain semble confirmer les obstacles à sa mise en œuvre. En effet, seuls trois Mauritaniens sur 10 (30%) estiment que les populations d'Afrique de l'Ouest devraient pouvoir franchir librement les frontières internationales pour faire du commerce ou travailler dans d'autres pays, tandis que près des deux tiers (64%) se prononcent en faveur d'une limitation de cette libre circulation transfrontalière (Figure 11).

Par ailleurs, une majorité (61%) des répondants déclarent qu'il est « difficile » (43%) ou « très difficile » (18%) pour les populations ouest-africaines de traverser ces frontières, contre seulement 27% qui estiment que cela est facile (Figure 12).

Figure 11 : Avis sur la libre circulation en Afrique de l'Ouest | Mauritanie | 2025

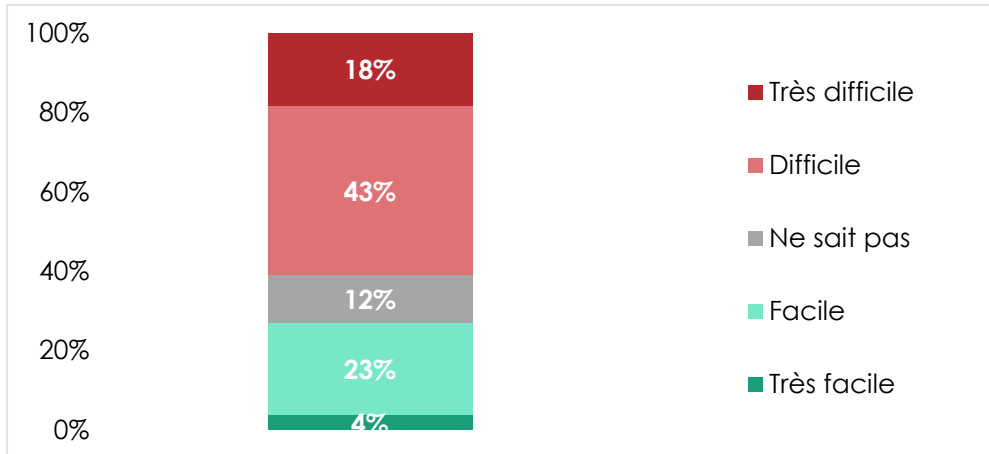


Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Les personnes vivant en Afrique de l'Ouest devraient pouvoir franchir librement les frontières internationales pour faire du commerce ou travailler dans d'autres pays.

Affirmation 2 : Pour mieux protéger leurs citoyens, le gouvernement mauritanien devraient limiter les mouvements transfrontaliers des personnes et des biens.

Figure 12 : Est-il facile ou difficile de traverser les frontières en Afrique de l'Ouest ?
 | Mauritanie | 2025

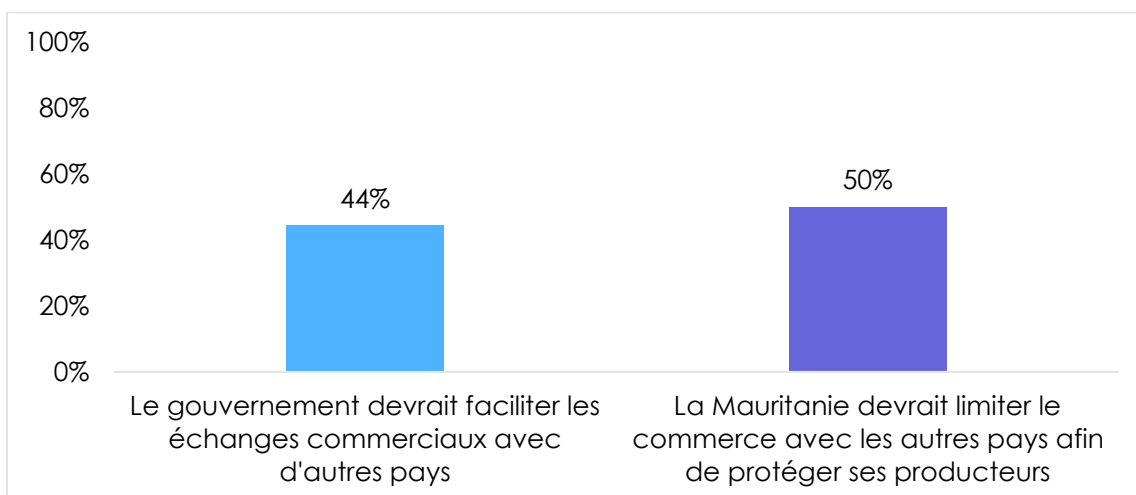


Question posée aux répondants : Selon vous, à quel point est-il facile ou difficile pour les populations de l'Afrique de l'Ouest de traverser les frontières internationales pour travailler ou faire du commerce dans les autres pays, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

En matière d'échanges commerciaux, les opinions des Mauritaniens sont légèrement en faveur du protectionnisme. Ainsi, 44% des citoyens estiment qu'il serait bénéfique pour l'économie nationale que le gouvernement facilite les échanges avec d'autres pays, tandis que la moitié (50%) préfèrent que le commerce extérieur soit limité afin de protéger les producteurs mauritaniens (Figure 13).

Dans l'hypothèse d'une ouverture accrue, une large majorité (68%) des Mauritaniens souhaitent que les échanges commerciaux soient facilités avec l'ensemble des pays du monde, contre 18% qui privilégieraient les pays du continent africain et 7% spécifiquement ceux d'Afrique de l'Ouest (Figure 14).

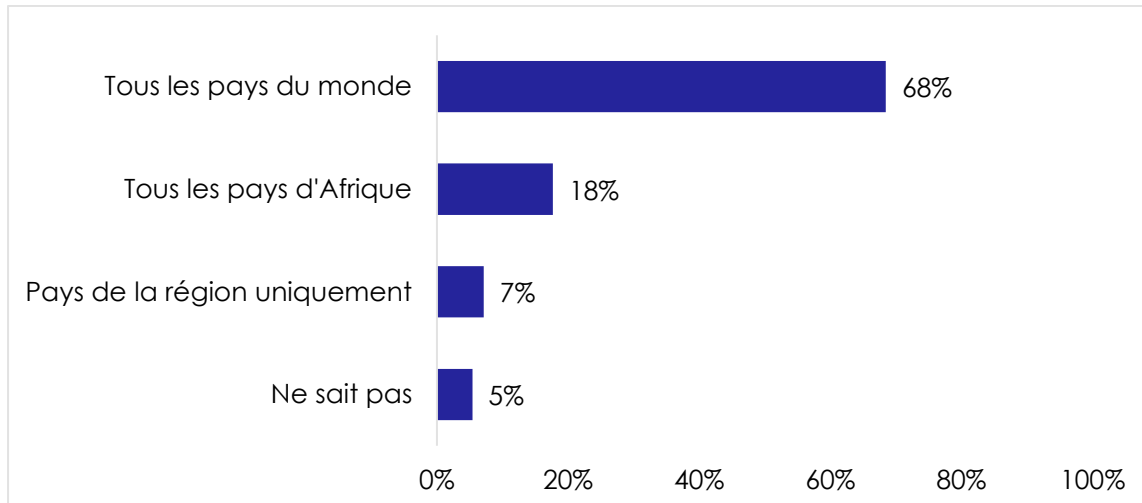
Figure 13 : Faut-il faciliter le commerce avec d'autres pays ? | Mauritanie | 2025



Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Il est préférable pour notre économie que le gouvernement facilite les échanges commerciaux de la Mauritanie avec d'autres pays afin de créer des opportunités économiques.
 Affirmation 2 : Notre pays devrait limiter le commerce avec les autres pays afin de protéger les producteurs mauritaniens.

Figure 14 : Avec quels pays le gouvernement devrait faciliter les échanges commerciaux ? | Mauritanie | 2025



Question posée aux répondants : Si les dirigeants de la Mauritanie veulent faciliter les échanges avec d'autres pays pour créer des opportunités économiques, avec quels pays devraient-ils le faire ?

Conclusion

La migration en Mauritanie est un phénomène vu sous de multiples facettes, fortement influencé par les facteurs économiques, sociaux et politiques. Perçue à la fois comme une menace pour le développement national et comme un défi pour la stabilité du marché local de l'emploi, elle suscite des réactions ambivalentes au sein de la population.

Une majorité de Mauritaniens estiment que l'arrivée d'immigrants pour vivre et travailler dans leur pays nuit à l'économie nationale, et souhaitent que leur venue ainsi que celle des réfugiés soit réduite. Si certains migrants parviennent à améliorer leurs conditions de vie et à contribuer à l'économie de la Mauritanie, d'autres rencontrent des obstacles liés à leur intégration, aux perceptions négatives qu'ils suscitent, ainsi qu'aux craintes qu'ils inspirent quant à la sécurité et à la concurrence sur le marché de l'emploi.

Afin de mieux gérer ces dynamiques, il semble important d'adopter des politiques migratoires équilibrées, favorisant la migration régulière tout en répondant aux préoccupations des populations locales désirant de préserver la paix sociale. Ce besoin d'équilibre se reflète d'ailleurs dans le fait que la majorité des Mauritaniens soutiennent la limitation de la libre circulation des populations ouest-africaines à travers les frontières pour travailler ou faire du commerce.

Dans les faits, trois Mauritaniens sur 10 ont pensé à émigrer, et une majorité d'entre eux affirment qu'il est difficile pour les populations ouest-africaines de franchir ces frontières.

Face à cette double dynamique, la Mauritanie doit relever un double défi : Mieux encadrer les flux migratoires entrants afin d'en tirer un bénéfice économique dans le respect des aspirations locales, et freiner l'exode de sa main-d'œuvre qualifiée en renforçant ses politiques d'emploi et d'insertion professionnelle.

Références

- Banque Mondiale. (2023). Données sur la Mauritanie.
- Conseil de l'Union Européenne. (2025). Flux migratoires sur les routes occidentales.
- Mattes, R., & Lekalake, L. (2025). Décennie de misère ? La pauvreté vécue sévère explose dans de nombreux pays africains. Dépêche No. 943 d'Afrobarometer.
- Organisation Internationale pour les Migrations. (2020). Rapport sur la migration en Afrique : Remettre en question le récit.
- Organisation Internationale pour les Migrations. (2023). Rapport annuel abrégé 2023.
- Organisation Internationale pour les Migrations. (2024). Africa migration report (2nd ed.): Connecting the threads: Linking policy, practice and the welfare of the African migrant.
- Programme des Nations Unies pour le Développement. (2024). Sortir de l'impasse : Repenser la coopération dans un monde polarisé. Rapport sur le développement humain 2023-2024.
- Sidiya, M. (2020). Les Mauritaniens à l'étranger sont estimés à un demi-million selon le gouvernement. Kassataya.
- TheGlobalEconomy.com. (2025). Mauritania: Remittances, percent of GDP.

Cheikh Saad Bouh Camara est enseignant chercheur à l'Université de Nouakchott. Email : sadcheikh@yahoo.fr.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University, University of Cape Town et University of Malawi apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Norvégienne de Coopération pour le Développement via le projet Think Africa de la Banque Mondiale, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations - Africa, de Luminare, de la Fondation Ford, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, du Groupe de la Banque Mondiale, du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda et de la GIZ.

Les dons aident Afrobarometer à donner la parole aux citoyens africains. Pour faire un don en ligne, veuillez suivre ce [lien](#) ou ce [lien](#). Pour discuter du financement institutionnel, contactez Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org).

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos dépêches sur #VoicesAfrica.



Dépêche No. 979 d'Afrobarometer | 5 mai 2025